

Question d'Europe
n°564
22 juin 2020

Méditerranée : paradigme des conflictualités contemporaines^[1]

Amiral Jean CASABIANCA

Avec le recul d'une carrière militaire m'ayant conduit à naviguer et combattre tant en surface que dans les fonds sous-marins de bien des étendues salées, la mer Méditerranée m'apparaît à la fois comme un milieu familier autant qu'un espace de perpétuelle incertitude, qui a contribué à me définir en tant qu'homme, marin et chef militaire.

Espace où se sont exprimés les premiers grands affrontements civilisationnels, elle reste en dépit de la bascule annoncée du centre de gravité international sur l'océan Pacifique, un creuset majeur de l'interaction des principaux compétiteurs stratégiques.

IMPOSSIBLE DESTIN MÉDITERRANÉEN

La centaine de générations qui nous sépare des premières tentatives romaines d'intégrer l'espace méditerranéen autour d'une puissance centrale nous apprend l'humilité stratégique, face à l'opposition d'invariants irréductibles.

Car, avant tout, la mer Méditerranée n'est pas un ensemble uniforme.

Elle est séparée, géologiquement, par le seuil des Esquerquis en deux grands bassins, la Méditerranée occidentale et la Méditerranée orientale. Même s'il s'agit d'une petite mer, ses trois accès projettent immédiatement les enjeux associés aux flux et à la sécurité vers des logiques de verrous stratégiques et de dépendance aux rivalités de puissances adjacentes. L'Antiquité et le Moyen Âge auront ainsi vu des périodes de domination de la mer Méditerranée par des empires riverains, sans toutefois qu'il y ait de réelle unification durable de l'espace géostratégique. Voie de transport qui a permis le développement des grandes civilisations gréco-romaines et des religions judéo-chrétienne et musulmane, elle a constitué un lieu d'échanges commerciaux et culturels mais aussi le théâtre des premières guerres navales. C'est sa maîtrise qui permet aux grands empires d'asseoir leur domination sur les peuples riverains.

Si les Romains parviennent à en faire une Mare Nostrum sur cinq siècles, Byzantins puis Ottomans lui succèdent sans en réduire les spécificités. Les grandes cités maritimes, Venise puis sa rivale Gênes, y favorisent le commerce, avant que la découverte des Amériques ne déplace progressivement le

centre de gravité commercial vers l'Ouest. Venise, finalement défaite et ruinée, reconnaît aux Turcs la possession de Chypre en échange de la reprise de son commerce, mais ce sont bien les puissances occidentales qui dominent à partir du XVII^e siècle, et privent définitivement la Méditerranée de son destin méditerranéen.

Les Britanniques y font une brillante démonstration de leur domination navale à moindre coût. Prenant appui sur les îles et une marine de guerre sans équivalent, ils y garantissent les flux entre le Royaume-Uni et son empire des Indes. Déployant sur près d'un siècle et demi une campagne de conquête de points d'appui, à Gibraltar, aux Baléares, à Malte, momentanément en Corse, à Corfou, sur l'île de Vis et l'île des Princes dans le détroit d'Istanbul, ils bloquent ainsi les mouvements des Français, des Austro-hongrois et, enfin, des Ottomans qui leur cèdent Chypre en 1878, après s'être assurés du contrôle de l'Égypte.

L'Empire français, principalement étendu en Afrique, oriente ses priorités sur la Méditerranée occidentale. Pour assurer son extension vers l'Est (Suez, Liban, Indochine), la France contribue à stabiliser la Méditerranée avec l'empire britannique et choisit d'y développer trois principaux points d'appui militaires : Toulon, Bizerte, Mers El Kebir puis, dans un second temps, Solenzara face à la montée en puissance de l'Italie, à la victoire de Franco en Espagne, et à l'incursion de navires allemands en Méditerranée. L'Italie, quant à elle, considère la Corse, Malte et Chypre comme des verrous à sa propre expansion dans un espace qu'elle considère comme le sien. En avril 1926, dans un discours à Tripoli, Mussolini

^[1] Ce texte est paru dans le "Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2020", Éditions Marie B, collection Lignes de Repères, mai 2020.

réutilise ainsi l'expression de Mare Nostrum, avec l'idée d'y établir une thalassocratie italienne.

Au milieu du XXe siècle s'opère virtuellement un rétrécissement stratégique de la Méditerranée, dont les principaux enjeux se jouent dans les rapports de force bipolaires issus du second conflit mondial. L'épisode de Suez vient démontrer les limites d'une gestion de conflit qui ferait fi de l'implication des deux grands parrains, et achève au passage de convaincre la France de rejoindre le club des puissances nucléaires. Elle devient dès lors le flanc sud de la guerre froide en Europe. Les enjeux portés par la dissuasion nucléaire réduisent son caractère déterminant dans le jeu des rivalités, avec des plans d'opérations pouvant aussi se construire autour des frappes depuis la terre, des sous-marins opérant en Atlantique, et des raids aériens à longue distance. Entre-temps, l'espace méditerranéen aura vu ses actifs économiques s'envoler autour des vingt-deux pays qui la bordent et leurs quelque 150 millions d'habitants. Sa production économique annuelle est estimée à au moins 400 milliards €. Sans doute est-il pertinent désormais d'en considérer les distinctions autour des trois zones géoéconomiques des axes de pénétration désignés par la politique chinoise des nouvelles routes de la soie : l'Union européenne et les pays postulants, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Si l'Union européenne apparaît comme l'ensemble politique et économique le plus avancé, les autres blocs régionaux sont trop instables et différenciés pour imaginer une tentative d'intégration de même nature.

VERS TOUJOURS PLUS DE TENSIONS EN MÉDITERRANÉE

Les grands compétiteurs jouent leur partition en Méditerranée, en la considérant avant tout comme un axe de circulation de la chaîne des valeurs.

Dans leur pivot vers l'Asie, les États-Unis y ont réduit leur niveau de présence militaire, mais ne peuvent accepter pour autant que le corridor aéromaritime reliant mer Méditerranée et océan Indien, voie d'accès la plus rapide pour atteindre le Pacifique par l'Ouest, ne soit compromis. De surcroît, leur stratégie face à la Russie, qui ne présente pas un risque de même nature que la Chine – à la NSA, Rob Royce qualifie la Russie d'ouragan, et la Chine de changement climatique –

s'articule entre endiguement et actions préventives en lien avec l'OTAN. L'enjeu porte donc davantage sur leur capacité de remontée en puissance par les points d'appui accessibles et la préservation de leur liberté d'action.

Même affranchis de leur dépendance aux hydrocarbures des pays du Golfe, les États-Unis ne peuvent se désintéresser du passage de Suez et des détroits de la mer Rouge, au cœur de la sécurité économique de l'Arabie saoudite... et des dépenses d'armement qui la conditionnent. Les garanties américaines données à Israël, enfin, limiteront encore longtemps tout retrait définitif des affaires du Moyen Orient.

La Chine n'a pas encore finalisé l'ensemble du réseau d'infrastructures et de communications qui va supporter ses flux commerciaux à travers la Méditerranée, dont un des premiers épisodes a été la prise de parts majoritaires de la société China Ocean Shipping Company (Cosco) lors de la privatisation du port du Pirée. Nul doute que l'étape qui suivra sera la sécurisation militaire de ses actifs, avec un accroissement du volume de bâtiments de combat dans une mer quasi fermée, en articulant son effort depuis Djibouti où elle a implanté sa première base à l'étranger.

Comme tous les espaces partagés, la mer Méditerranée fait aussi l'objet de la convoitise de souverainetés conquérantes. La Russie est, avec la Turquie, au cœur de la reconfiguration stratégique s'opérant en Méditerranée orientale.

Profitant du vide laissé par les Américains et l'absence coupable d'Europe puissance dans ses propres marges, elle parvient à soutenir son allié syrien, manifestant au passage la restauration de ses capacités militaires. Elle gagne ainsi doublement : elle affaiblit la cohésion de l'Alliance en faisant planer durablement désormais l'hypothèse d'une sortie de la Turquie de l'OTAN, et elle devient un acteur incontournable au Levant et en Méditerranée en établissant un continuum stratégique à travers le Bosphore.

À l'évidence, la Russie dispose désormais de davantage de cartes dans son jeu pour faire pression sur l'Europe le moment venu. Les sujets ne manquent pas : levée des sanctions issues du contentieux ukrainien, dialogue sur la maîtrise des armements,

négociations sur ses débouchés gaziers et pétroliers, processus d'Astana.

Pour autant, gardons-nous de réduire la sécurité en mer Méditerranée aux interactions des grands compétiteurs. Carrefour historique et sanglant des trois monothéismes, espace de migrations et de trafics humains et marchands, première route énergétique de la planète, fonds sous-marins tapissés des câbles-artères de la mondialisation, ressources gazières récemment mises à jour dans un périmètre territorial historiquement disputé, destination touristique mondiale, charge symbolique du creuset des civilisations occidentales, toutes sortes d'intérêts et de destins humains s'y entrecroisent. Où l'humanité a-t-elle démontré par le passé qu'une cohabitation pacifique était possible dans de telles conditions, sans passer par des épisodes tragiques ? À minima, la militarisation de la Méditerranée semble donc inéluctable.

Concrètement, les risques d'incident vont croissants, ou plutôt leur mise en scène, car la manipulation de l'information et l'hybridité des modes d'action deviennent la norme.

La multiplication des acteurs, et la duplicité inévitable qui l'accompagne, génèrent le flou des intentions affichées ou réelles. Les navires et avions de combat, alternant cœur de mission militaire, police des mers, actions de souveraineté, ou sauvegarde des migrants naufragés mesurent au quotidien la complexité de basculer d'un cadre de légitimité à un autre. Le déploiement de systèmes de défense de plus en plus sophistiqués à bord des bâtiments ou sur les littoraux accroissent le risque de méprise sur les manœuvres, et rehaussent les besoins de renseignement et d'appréciation de situation. Les puissances autoritaires du bassin sont tentées par les stratégies du risque et de l'intimidation, qui trouvent dans le maintien de l'instabilité davantage de marges de manœuvre pour influencer. Les dernières évolutions du chaos en Libye en témoignent, avec la poursuite du déploiement d'armements, l'importation de combattants djihadistes de la poche syrienne d'Idlib parrainée par la Turquie, qui s'arroge ainsi un second levier d'action sur l'Union européenne dans la gestion des réservoirs de migrants, mais également dans ses revendications à exploiter les gisements gaziers méditerranéens. L'incident naval récent entre la frégate *Le Courbet* engagée dans l'opération de l'OTAN *Sea*

Guardian et le navire turc *Oruçreis*, tentant de manière délibérément agressive de l'empêcher de contrôler un navire de commerce suspecté de trafic d'armes à destination de la Libye, illustre le type d'escalade qu'il faudra savoir maîtriser à l'avenir, de surcroît entre pays membres d'une même alliance.

DE MULTIPLES STRATÉGIES EN INTERACTION

Face à la complexité des relations internationales et des enjeux géostratégiques de la zone, le dialogue politique autour de la Méditerranée se structure autour des coopérations et des grandes organisations de sécurité : politique de Sécurité et de défense commune de l'Union européenne, dialogue 5+5, dialogue méditerranéen, processus de Barcelone.

Des outils ont été mis en place, comme l'opération européenne *Sophia*, à laquelle l'opération *Irimi* a succédé, l'opération *Sea Guardian*, et la création de l'agence européenne Frontex, qui traduisent l'intérêt partagé de maintenir la liberté de circulation, le développement économique et la coopération pour la gestion des crises qu'il s'agisse de sécurité, de défis environnementaux ou de migration.

Mais les résultats ne sont toujours pas à la hauteur des défis. Les logiques culturelles du Nord divergent fortement de celles du Sud. Le vecteur normatif et la puissance économique, outils privilégiés de l'Europe, ne suffisent pas et nombre de pays choisissent de plus en plus le pragmatisme des agendas bilatéraux. Au-delà, les intérêts souverains du court terme priment sur les valeurs, et la mise en concurrence ou l'addition des offres de coopération est préférée aux partenariats stratégiques de long terme.

Nos armées, fortes d'un modèle qui peut à la fois accompagner l'export, valoriser les coopérations opérationnelles autour de capacités clés[2], développer les compétences par les exercices, ou prendre la direction de coalitions, nous permettent de porter des initiatives en prenant soin de ne pas pratiquer d'interopérabilité exclusive. Cette logique *able and willing* qui prévaut par ailleurs dans l'Initiative européenne d'intervention permet ainsi des approches différenciées et concrètes.

Nos priorités sur le flanc Sud consistent à protéger les approches du territoire national, conserver une

[2] Groupe aéronaval, groupe amphibie, opération aérienne composite, forces spéciales, contre-terrorisme maritime, etc.

autonomie d'appréciation de situation, coopérer avec la rive Sud, et assurer une défense de l'avant visant à compartimenter l'expansion des foyers terroristes.

À ce titre, le cordon de sécurité constitué par les cinq pays nord-africains présente de grandes fragilités. À l'Ouest, le Maroc voit les flux migratoires se réorienter sur son territoire. En dépit de la remarquable patience stratégique de sa population, le destin de l'Algérie semble suspendu. La Tunisie consolide sa transition sous réserve de pouvoir protéger ses frontières des débordements terroristes. La Libye s'enfoncé dans le chaos et voit son destin de plus en plus s'écrire à Istanbul, au Caire, voire à Moscou et Abu Dhabi, mais en aucun cas à Bruxelles alors que les intérêts de sécurité européens sont les premiers concernés. En Égypte, continuent de couvrir les puissants courants idéologiques des Frères musulmans.

Au-delà, la récente déstabilisation de l'Irak, issue du pic d'escalade irano-américain, fait redouter des répliques violentes sur les pays littoraux, Israël et le Liban en particulier.

En dépit de caractères propices à faire converger un destin collectif positif, comme la culture, l'écologie de la mer ou l'identité insulaire, la Méditerranée accumule trop de contrastes et de complexités pour se penser comme un ensemble cohérent. Sa partie orientale concentre les défis énergétiques, sécuritaires et interreligieux. Sa partie méridionale reste une mosaïque d'incertitudes. Sa partie occidentale, relativement épargnée jusque-là, pourrait devenir le principal couloir de migration africaine vers l'Europe.

De multiples facteurs de rupture persisteront à moyen terme d'un bout à l'autre de ce qui constitue le « pot au noir » stratégique dans la ceinture méridionale immédiate de l'Europe. La première moitié du XXI^e siècle confirme que les équilibres de sécurité en Méditerranée relèvent des confrontations des espaces géostratégiques adjacents, mais également des rivalités de grands compétiteurs qui peuvent y manifester alternativement effets de puissance ou de nuisance et, plus rarement, gages de bonne volonté. L'Europe est, par son histoire complexe et tragique, la mieux placée pour comprendre cette Méditerranée si incertaine, prendre une part plus active dans les interactions fortes et, surtout, en saisir les ressorts intimes qui font son histoire.

Amiral Jean CASABIANCA

Major général des armées

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.